



BANKY FOIBEN'I MADAGASIKARA
DIRECTION DES ETUDES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

ENQUÊTE SUR LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE (ECE)

DEUXIEME TRIMESTRE DE 2024
REPRISE DES ACTIVITES, QUI SE POURSUIVRA AU TROISIEME TRIMESTRE

19 AOUT 2024¹

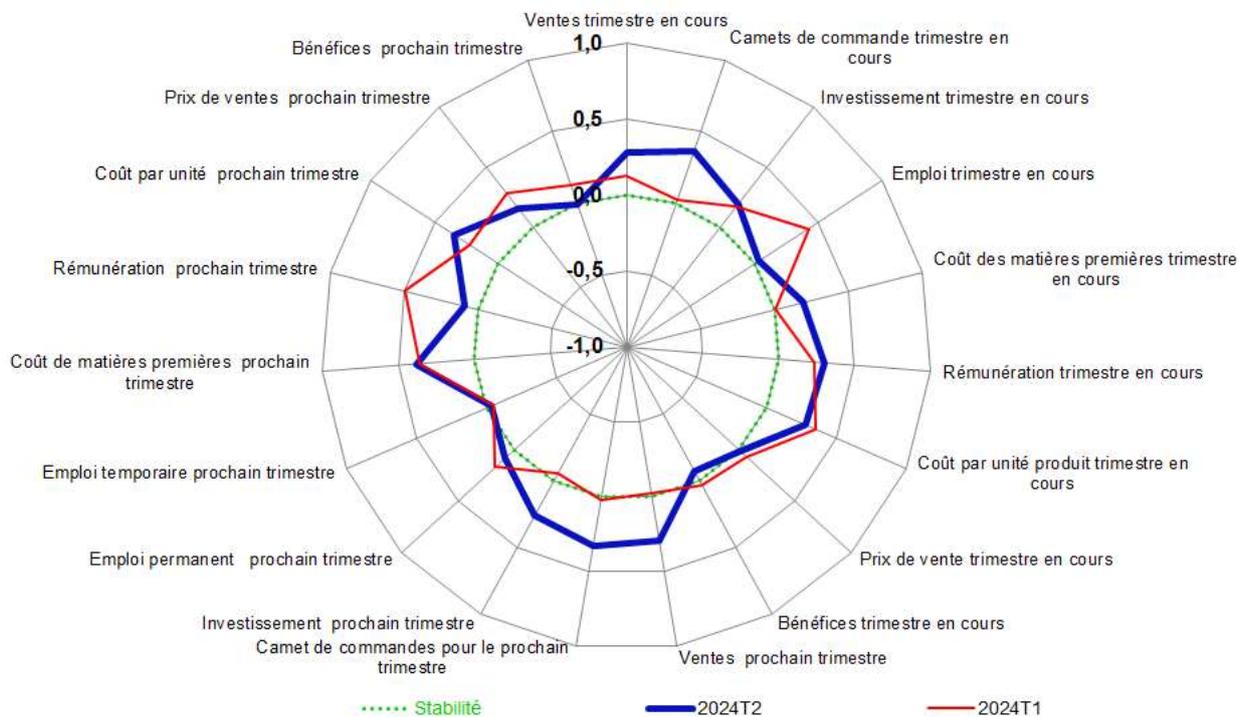
¹L'enquête sur la conjoncture économique (ECE) est réalisée quatre fois par an auprès des entreprises dans tout le pays. Les réponses pour ce trimestre ont été recueillies auprès de 208 entreprises au mois de juillet 2024 [Encadré 4].

Résumé : Les activités des entreprises formelles du secteur réel ont repris entre le premier et le deuxième trimestre de 2024. La progression a été moins importante qu'attendue, mais plus vigoureuse que celle enregistrée sur la même période en 2022 et 2023.

Après la baisse saisonnière du premier trimestre, les activités des entreprises formelles du secteur réel ont repris au deuxième trimestre 2024. Les ventes, les carnets de commandes, l'investissement et, dans une moindre mesure, l'emploi ont évolué positivement. Cette progression a surtout concerné les grandes entreprises des secteurs secondaire et tertiaire. La reprise d'activités s'est accompagnée d'une hausse des rémunérations et des coûts de production, ce qui a entraîné une baisse des bénéfices, selon les chefs d'entreprises.

Pour le troisième trimestre, les entreprises, tous secteurs confondus, prévoient une poursuite de la relance des activités. Cette progression serait positivement corrélée avec la taille des entreprises. Toutefois, l'embauche marquera une pause. En raison de la perspective de hausse des coûts de production, le bénéfice resterait quasiment stable, malgré la hausse des prix de vente.

Graphique 1 : Conjoncture économique globale



Source : BFM, ECE d'avril et de juillet 2024.

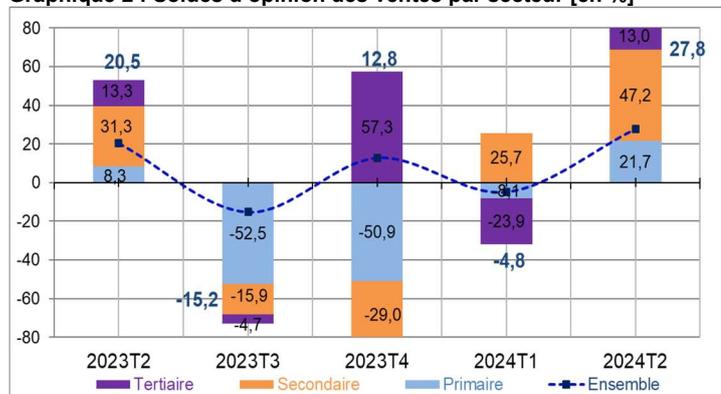
Notes : Les soldes d'opinion sont placés sur un rayon dans le graphique et vont de -1 à +1. Une valeur plus éloignée (positive) du centre est meilleure et indique une expansion. La ligne en pointillés indique des conditions inchangées et une valeur à l'intérieur de la ligne en pointillés signifie une contraction de l'activité économique.

I-PERCEPTION DES ENTREPRISES SUR LEURS ACTIVITES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2024**Reprise de l'activité économique, hausse des ventes et des commandes :**

Après une baisse saisonnière des activités au premier trimestre, le deuxième trimestre a été caractérisé par une amélioration des performances des ventes et des commandes. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des ventes a été de +27,8 % sur la période.

Au niveau sectoriel, cette hausse a concerné l'ensemble des secteurs, mais a été plus importante au niveau du secteur secondaire (+47,2 % en solde d'opinion). Les soldes d'opinion des entreprises du secteur primaire et tertiaire ont été respectivement de +21,7 % et 13,0 %.

L'analyse selon la taille de l'entreprise montre une hausse des ventes pour les microentreprises et les grandes entreprises, avec des soldes d'opinion respectifs de +6,3 % et +44,5 %.

Graphique 2 : Soldes d'opinion des ventes par secteur [en %]

Source : BFM, série d'ECE de juillet 2023 à juillet 2024

Toutefois, les petites entreprises et les entreprises de taille moyenne ont évoqué une baisse de leurs ventes sur la période (respectivement de -9,5 % et de -6,3 %, en soldes d'opinion).

La même tendance a été constatée au niveau des commandes. Elles ont augmenté pour 52,1 % des entreprises, mais ont diminué pour 15,6 % d'entre elles (+36,5 % en solde d'opinion). Cette hausse a été observée au niveau de tous les secteurs d'activité. Les soldes d'opinion des entreprises du secteur primaire, secondaire et tertiaire sur l'évolution des commandes ont été respectivement de +27,8 %, de +53,6 % et de +25,1 %.

Par rapport à la taille, la hausse a été plus importante au niveau des grandes entreprises (+49,9 %, en solde d'opinion). La croissance a été plus modérée au niveau des microentreprises, des petites entreprises et des entreprises de taille moyenne, avec des soldes d'opinion respectifs de +6,3 %, de +2,2 % et de +12,7 %.

Hausse des investissements et stabilité de l'emploi :

Les investissements ont suivi la dynamique haussière de l'activité. Les entreprises ayant déclaré avoir investi davantage ont représenté 39,8 %, et celles qui ont réduit leurs investissements ont représenté 20,8 % (soit +19,0 % en solde d'opinion). La hausse des investissements a été plus importante dans les secteurs primaire et tertiaire avec des soldes d'opinion respectifs de +37,5 % et de +20,2 %, tandis que le secteur secondaire a enregistré une progression plus modeste (+7,6 % en solde d'opinion).

Selon la taille, ce sont les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises qui ont évoqué une hausse des investissements (respectivement de +5,5 % et de +29,5 % en soldes d'opinion). Par contre, les microentreprises et les petites entreprises ont connu une baisse des investissements. Les soldes d'opinion y relatifs ont été respectivement de -2,5 % et de -21,2 %.

En ce qui concerne l'emploi, la situation a été relativement stable. Les entreprises qui ont observé une stabilité ont représenté 52,2 %. Le solde d'opinion par rapport à l'évolution de l'emploi a été de +3,9 % sur la période.

Au niveau sectoriel, les opinions ont été partagées. Les entreprises du secteur primaire ont rapporté un recul de l'emploi, avec un solde d'opinion de -48,6 %, tandis que dans les secteurs secondaire et tertiaire, un renforcement des effectifs a été mentionné, avec des soldes d'opinion respectifs de +18,6 % et de +16,6 %.

L'ensemble des coûts et des charges ont augmenté, et les bénéfiques ont demeuré stables :

Comme au trimestre précédent, l'ensemble des coûts ont continué d'augmenter au deuxième trimestre de 2024. Les coûts d'exploitation hors énergie ont progressé pour 40,0 % des entreprises, mais ont diminué pour 20,9 % d'entre elles. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des coûts d'exploitation a été de +19,1 % sur la période sous revue, contre +16,1 % au trimestre précédent.

Au niveau sectoriel, les avis ont été plutôt divergents. Les secteurs secondaire et tertiaire ont connu des hausses de leurs coûts d'exploitation, avec des soldes d'opinion respectifs de +39,6 % et de +22,1 %, tandis que le secteur primaire a constaté une baisse (-24,8 % en solde d'opinion).

En fonction de la taille des entreprises, les microentreprises, les petites entreprises et les entreprises de taille moyenne ont été les plus concernées par la hausse des coûts d'exploitation. Les soldes d'opinion correspondants ont été respectivement de +37,0 %, de +54,0 % et de +30,6 %. Les grandes entreprises ont été moins touchées par le renchérissement des coûts d'exploitation, avec un solde d'opinion de +10,1 % sur la période.

Graphique 3 : Conjoncture économique globale au deuxième trimestre 2024

Secteur	Primaire	Secondaire	Tertiaire					
Volume de ventes								
Volume de carnets de commandes								
Investissement effectué								
Evolution de l'emploi								
Coûts d'exploitation en excluant l'énergie								
Evolution des rémunérations								
Coût unitaire								
Prix de vente								
Bénéfices								
Taille de l'entreprise	Micro entreprise	Petite entreprise	Entreprise de taille moyenne	Grande entreprise				
Volume de ventes								
Volume de carnets de commandes								
Investissement effectué								
Evolution de l'emploi								
Coûts d'exploitation en excluant l'énergie								
Evolution des rémunérations								
Coût unitaire								
Prix de vente								
Bénéfices								
Légende	Inférieur à -75%	De -75% à -50%	de -50% à -25%	de -25% à 0%	de 0% à 25%	de 25% à 50%	de 50% à 75%	Supérieur à 75%

Source : BFM, ECE, juillet 2024.

Notes : Les soldes d'opinion varient de -100 % à +100 %. Dans le graphique, une nuance plus foncée de rouge indique un climat économique « plus chaud » (un solde d'opinion plus élevé) alors qu'une nuance plus foncée de bleu indique un climat « plus froid » (un solde d'opinion plus bas). Les colonnes indiquent les différents secteurs de l'économie. Le secteur primaire comprend l'agriculture et l'élevage, le secteur secondaire comprend l'exploitation minière, la fabrication, la production et la distribution d'eau et d'électricité. Le secteur tertiaire comprend la construction, le commerce de détail et les services.

Les coûts unitaires ont également continué de s'alourdir au deuxième trimestre. Une proportion non négligeable d'entreprises, soit 36,4 %, a rapporté une hausse des coûts unitaires, tandis que 8,3 % ont signalé une baisse. Le solde d'opinion correspondant est passé de +28,4 % au trimestre précédent à +28,1 % au trimestre sous revue.

En ce qui concerne les secteurs d'activité, les entreprises du secteur primaire et tertiaire ont été les plus nombreuses à signaler une hausse des coûts unitaires, avec des soldes d'opinion respectifs de +59,3 % et de +34,8 % sur la période. Le secteur secondaire a été le moins concerné, avec un solde d'opinion de +4,2 %.

Selon la taille de l'entreprise, une distribution relativement homogène a été observée. Pour les microentreprises, les petites entreprises, les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises, les soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des coûts unitaires ont été respectivement de +15,0 %, de +31,2 %, de +36,0 % et de +25,7 % sur le trimestre sous revue.

A la suite de la hausse de l'emploi, les charges de rémunération ont augmenté sur la période étudiée. La proportion des entreprises ayant exprimé une hausse des charges de rémunération a été de 48,7 %, tandis que celles ayant déclaré une baisse a représenté 18,4 %. Ainsi, le solde d'opinion des entreprises sur l'évolution des charges de rémunération a été de +30,3 % au deuxième trimestre, contre +24,2 % au trimestre précédent.

Au niveau sectoriel, une divergence d'opinion a été observée. Les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire ont mentionné une hausse des charges du personnel, avec des soldes d'opinion respectifs de +33,5 % et de +61,3 %, tandis que celles du secteur primaire ont rapporté une baisse (-38,0 % en solde d'opinion).

Par rapport à la taille, toutes les entreprises ont déclaré une hausse des charges de rémunération du personnel. Les soldes d'opinion des dirigeants des microentreprises, des petites entreprises, des entreprises de taille moyenne et des grandes d'entreprises, sur l'évolution des charges salariales, ont été respectivement de +23,9 %, de +19,7 %, de +48,0 % et de +26,4 % sur la période sous revue.

En raison de la hausse de l'ensemble des coûts et d'une reprise modérée de l'activité économique, l'évolution des bénéfices a été relativement stable, malgré un solde d'opinion légèrement négatif (-6,4 %) sur la période. Une grande proportion d'entreprises, soit 48,3 %, a déclaré une stabilité des bénéfices.

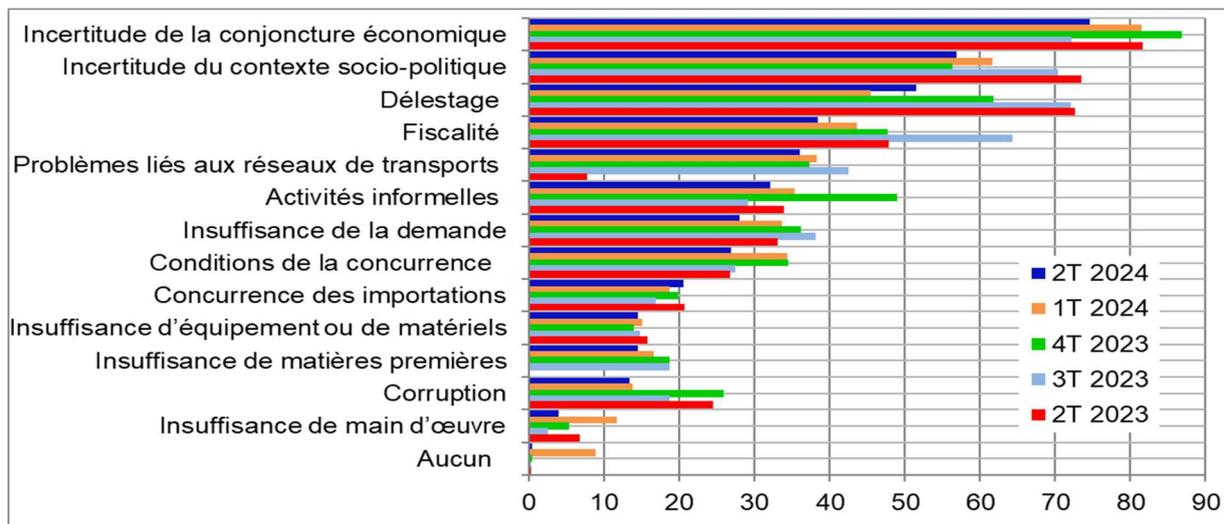
Au niveau sectoriel, les opinions ont été mitigées. Le solde d'opinion des entreprises du secteur primaire a révélé une évolution de -51,9 % des bénéfices, tandis que ceux des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire ont été respectivement de +10,0 % et de +1,2 %.

Selon la taille, les avis ont été également partagés. Les soldes d'opinion des microentreprises, des petites entreprises et des entreprises de taille moyenne sur l'évolution des bénéfices ont été respectivement de -3,8 %, de -21,3 % et de -27,4 %, alors que celui des grandes entreprises a été de +2,2 %.

Les mêmes facteurs que ceux mentionnés lors de la dernière ECE ont été cités comme principales contraintes au développement des activités avec des taux moins élevés :

Au deuxième trimestre de 2024, les entreprises ont évoqué les mêmes trois principales contraintes énoncées au premier trimestre : l'« *incertitude de la conjoncture économique* » constatée par 74,6 % des entreprises, l'« *incertitude du contexte socio-politique* » citée par 56,9 % et le « *délestage* » par 51,5 %. La « *fiscalité* » et les « *problèmes liés aux réseaux de transports* » occupent toujours la quatrième et la cinquième place avec des taux de moins de 50,0 % : respectivement 38,4 % et 36,0 %. D'autres facteurs, tels que les « *activités informelles* », l'« *insuffisance de la demande* », les « *conditions de la concurrence* » et la « *concurrence des importations* » sont évoqués par plus de 20,0 % des entreprises.

Graphique 4 : Facteurs limitant la croissance des entreprises [en %]



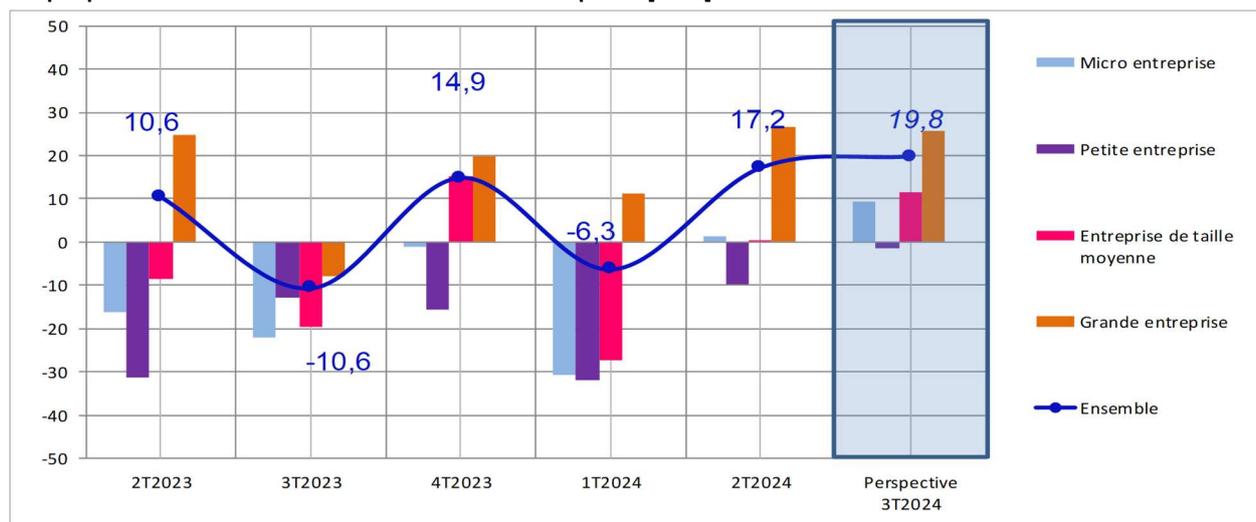
Source : BFM, série d'ECE de juillet 2023 à juillet 2024

II-INDICATEUR SYNTHETIQUE D'ACTIVITE DES ENTREPRISES (IAE²) A MADAGASCAR

La reprise prévue par les entreprises lors de l'ECE en avril 2024 s'est en grande partie réalisée. L'Indicateur synthétique des Activités des Entreprises (IAE) au deuxième trimestre de 2024 a atteint 17,2 %. L'écart de prévision a été de 2,8 points. L'amélioration a concerné les secteurs secondaire et tertiaire. Les activités des microentreprises et des entreprises de taille moyenne sont restées plus ou moins stables, tandis que les petites entreprises ont continué à subir une baisse d'activité. A l'inverse, l'IAE le plus élevé, à 28,7 %, a été enregistré par les grandes entreprises.

Pour les prévisions, les entreprises formelles du secteur réel anticipent une poursuite de la progression de l'IAE, qui atteindrait 19,8 % pour le troisième trimestre 2024. Cette croissance concernerait tous les trois secteurs d'activités et les entreprises de toutes tailles, à l'exception des petites entreprises.

Graphique 5 : Evolution de l'IAE selon la taille des entreprises [en %]



Source : BFM, série d'ECE de juillet 2023 à juillet 2024.

² L'IAE a été construit à partir d'une moyenne pondérée de cinq soldes d'opinion des principales variables de cette enquête : évolutions des ventes, des carnets de commande, de l'emploi, de l'investissement et du bénéfice.

III-PERSPECTIVES SUR LES ACTIVITES AU TROISIEME TRIMESTRE 2024

Une poursuite de la reprise des activités est attendue au troisième trimestre 2024.

Le dynamisme des ventes et des commandes ne suffirait pas à couvrir la hausse des charges sur les intrants :

Les entreprises anticipent une augmentation des ventes (+29,5 %) et des commandes (+33,3 %) pour le troisième trimestre 2024.

Environ 46,6 % des entreprises prévoient une hausse des ventes, tandis que 17,1 % tablent sur une baisse. Tous les secteurs seraient concernés par cette performance : *soldes d'opinion de +27,3 %, de +22,4 % et de +37,0 % respectivement pour le primaire, le secondaire et le tertiaire.* Selon la taille, toutes les entreprises anticipent une

Graphique 6 : Perspectives des ventes, des commandes et des IAE [en %]



Source : BFM, série d'ECE de juillet 2023 à juillet 2024

hausse, comme le montrent les données recueillies suivantes : *soldes d'opinion de +37,3 % pour les grandes entreprises, de +18,3 % pour celles de taille moyenne, de +17,1 % pour les microentreprises et de +1,4 % pour les petites entreprises.* Pour les prévisions de commande, un scénario similaire est attendu, avec des soldes d'opinion de +20,0 %, de +30,3 % et de 42,8 % respectivement pour les secteurs primaire, le secondaire et le tertiaire. Un solde d'opinion global de +33,3 % est prévu à cet effet. Seules, les petites entreprises restent prudentes par rapport à leurs commandes avec un solde d'opinion de +1,0 %, tandis que les autres catégories d'entreprises se montrent plus optimistes.

Stimulés par les bonnes perspectives, les chefs d'entreprises prévoient d'augmenter leurs investissements, avec un solde d'opinion de +26,7 %. Tous les secteurs partagent cette tendance : *soldes d'opinion de +53,7 %, de +18,1 % et de +21,2 % respectivement pour le primaire, le secondaire et le tertiaire.* Selon la catégorie, les grandes entreprises sont les plus enthousiastes à investir (solde d'opinion de +38,2 %). De ce fait, environ 14,8 % des entreprises enquêtées prévoient une augmentation de leurs effectifs, tandis que 6,8 % anticipent une baisse, soit un solde d'opinion global +8,0 % pour ce trimestre. Une majoration du coût unitaire de production est envisagée. Les coûts des matières premières seraient en hausse pour les secteurs industriel et service : *soldes d'opinion respectifs de +72,3 % et de +37,9 %, et en baisse pour le secteur primaire, avec un solde d'opinion de -24,2 %.* Cette anticipation à la hausse des coûts des matières premières est partagée par toutes les catégories d'entreprises, à des degrés différents (+53,2 % pour les entreprises de taille moyenne, +35,8 % pour les grandes entreprises, +25,9 % pour les petites et +22,3 % pour les micros). Quant aux augmentations de salaires, la majorité des entreprises (67,3 %) prévoient une stabilité. Un solde d'opinion de +9,4 % est prévu pour cette rubrique. Les entreprises de taille moyenne anticipent cette augmentation (solde d'opinion de +34,4 %), les autres catégories restent plus prudentes.

Par conséquent, un relèvement du coût unitaire de production est prévisible pour 35,6 % des entreprises, tandis que 0,9 % anticipent une baisse, soit un solde d'opinion de +34,7 %. Tous les secteurs confirment cet avis : *soldes d'opinion de +56,1 % pour le primaire, de +33,4 % pour le secondaire et de +25,2 % pour le tertiaire.*

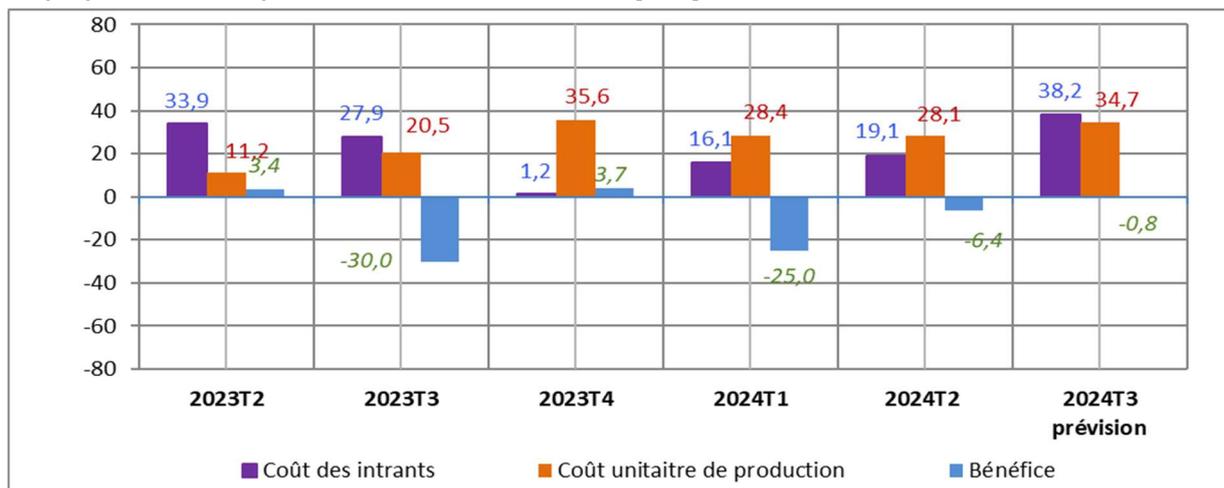
Dans l'objectif de fidélisation de leurs clientèles, une grande partie des entreprises préféreraient garder leurs prix de vente stables :

Environ 72,6 % des entreprises maintiendraient les mêmes prix de vente. Toutefois, pour compenser la hausse des charges annoncée plus haut, environ 19,5 % d'entre elles seraient prêtes à augmenter leurs tarifs à la hausse. Les secteurs secondaire et tertiaire partagent cet avis, avec des soldes d'opinion respectifs de +20,7 % et de +19,0 %. Selon la taille, les entreprises de taille moyenne seraient les premières à adhérer à cette idée (+23,0 %), suivies des micros et grandes entreprises (+15,5 % et +15,2 %) et des petites entreprises (+3,3 %).

Une stagnation des bénéfices est attendue :

Un solde d'opinion global de -0,8 % sur le bénéfice est anticipé pour ce troisième trimestre (composé de 30,7 % de hausse et de 31,4 % de baisse), mettant fin aux reculs successifs de bénéfice depuis le début de l'année. La performance attendue dans le secteur tertiaire, avec un solde d'opinion de +25,6 %, pourrait ainsi compenser le marasme observé dans les secteurs primaire (solde d'opinion de -36,5 %) et secondaire (solde d'opinion de -10,1 %). En fonction de la taille, les micros et les grandes entreprises seraient celles qui bénéficieraient le plus de la marge, avec des soldes d'opinion respectifs de +9,2 % et de +3,3 %.

Graphique 7 : Soldes d'opinion sur les coûts et les bénéfices [en %]

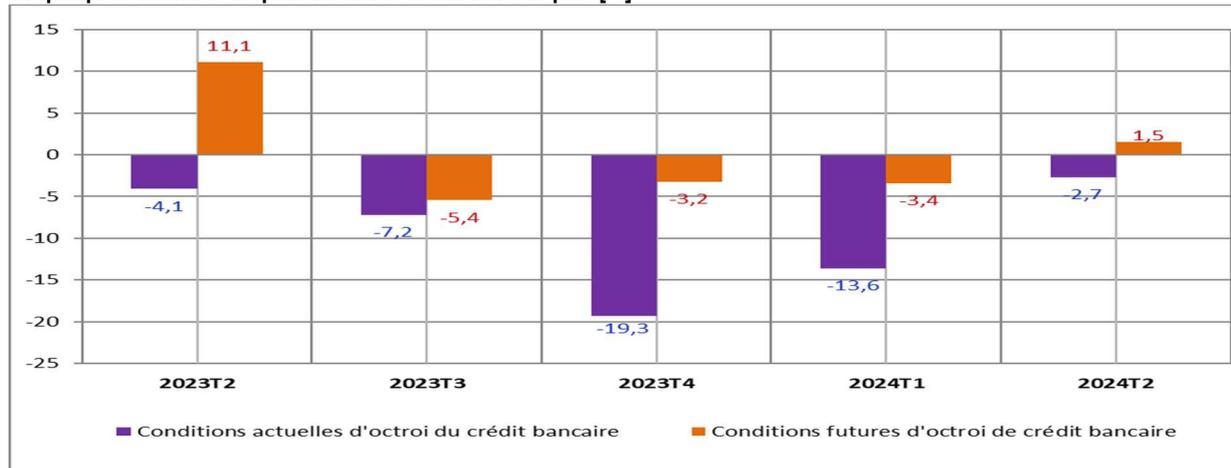


Source : BFM, série d'ECE de juillet 2023 à juillet 2024

Les chefs d'entreprise ont constaté une légère détérioration de la situation sur les conditions d'accès aux crédits au cours du deuxième trimestre :

Durant le deuxième trimestre 2024, 10,7 % des entreprises ont observé une détérioration par rapport au précédent trimestre, tandis que 8,1 % ont noté une amélioration, donnant un solde d'opinion global négatif de -2,7 % sur les conditions d'accès aux crédits.

Graphique 8 : Soldes d'opinion sur les conditions de prêt [%]



Source : BFM, série d'ECE de juillet 2023 à juillet 2024

Au troisième trimestre de 2024, cette situation s’améliorerait légèrement, avec un solde d’opinion positif attendu de +1,5 %. Les baisses des taux des principales contraintes au développement confirment cette prévision d’amélioration.

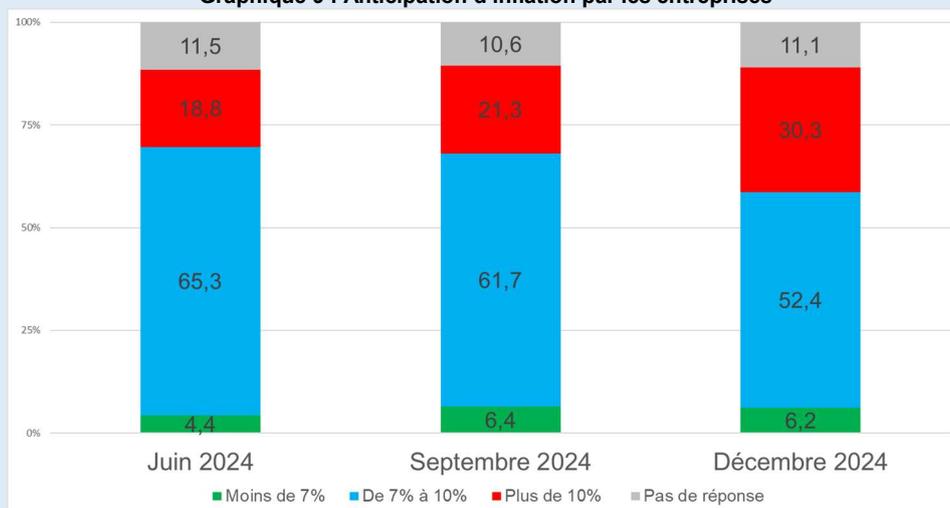
Encadré 1 : Les anticipations du taux d’inflation par les entreprises

Concernant le taux d’inflation, en glissement annuel, de 7,3 % en avril 2024, les entreprises pensent qu’il est :

- « très élevé » pour 6,3 % d’entre elles ;
- « élevé » pour 58,0 % d’entre elles ;
- « bas » pour 19,6 % d’entre elles ;
- « très bas » pour 1,1 % d’entre elles ;
- « adéquat » pour 12,6 % d’entre elles.

S’agissant des anticipations d’inflation, environ deux tiers des entreprises ont prévu un taux d’inflation à un chiffre pour juin 2024. Environ 65,3 % d’entre elles estiment que l’inflation sera comprise entre 7,0 % et 10,0 %. Toutefois, une proportion de 18,8 % prévoit un taux d’inflation supérieur à 10,0 %. A mesure que l’horizon temporel s’éloigne, les anticipations de hausse de taux au-dessus de 10,0 % augmentent : 21,3 % en septembre 2024 et 30,3 % en décembre 2024.

Graphique 9 : Anticipation d’inflation par les entreprises



Source : BFM, ECE de juillet 2024.

Encadré 2 : Les observations sur la capacité des entreprises à faire face à une augmentation inattendue de la demande ou des ventes

Les entreprises affirmant leur capacité à gérer une hausse inattendue de la demande ont apporté les explications suivantes :

- Elles sont en dessous de leur capacité potentielle de production.
- Leurs capacités de stockage ont augmenté et des contrats à long terme ont été conclus avec les fournisseurs de matières premières.

Les autres entreprises ayant évoqué des difficultés ont cité leurs principales contraintes :

- La capacité d'accueil limitée, le manque de personnel qualifié et le long délai d'approvisionnement en matières premières ;
- L’indisponibilité de certaines matières premières
- La détérioration de l’état des routes ;
- Le changement climatique impactant la production ;
- Les problèmes de trésorerie.

Encadré 3 : D'autres problèmes ont été soulevés par les entreprises dans l'exercice de leurs activités :

- L'accroissement des vols dans les magasins ;
- La hausse des coûts du fret maritime, de l'électricité et du carburant ;
- La baisse du pouvoir d'achat des ménages ;
- L'insuffisance de matières premières ;
- Les problèmes liés à l'Administration, notamment le retard important dans le délai de remboursement de la TVA, les incertitudes concernant le plan de relance pour augmenter la production, et l'accentuation des contraintes d'ordre fiscal ;
- La dégradation des infrastructures routières ;
- La fluctuation du taux de change.

Encadré 4 : Enquête sur la conjoncture économique de Banky Foiben'i Madagasikara

L'objectif de l'ECE est de disposer, en temps voulu, d'informations sur les conditions économiques et les anticipations des entreprises quant à l'évolution de l'économie malagasy. BFM réalise des enquêtes, quatre fois par an, auprès des entreprises de tous les secteurs de l'économie, réparties dans différentes localités du pays. La consultation est menée par son personnel et le questionnaire, de seulement deux pages, peut être complété via une plateforme en ligne, collecté sur papier par les enquêteurs, expédié par la poste ou par courriel électronique. Les réponses à la plupart des questions se font sur une échelle de trois choix : *baisse*, *stabilité* et *hausse*.

Les réponses au questionnaire sont recueillies pendant quelques semaines et font référence à l'évolution du trimestre en cours par rapport au précédent et comprennent les anticipations des entreprises pour le trimestre suivant.

L'échantillon est composé d'entreprises formelles. Il est stratifié selon les trois secteurs d'activités et la taille des entreprises (micros, petites, moyennes et grandes entreprises). La probabilité de sélection d'une entreprise est proportionnelle à sa taille. Ainsi, l'échantillon de départ (octobre 2017), représentant plus de 75,0 % des encours de crédit, comportait 215 entreprises. Si nécessaire, une entreprise non-répondante (introuvable, etc.) est remplacée par une autre de la même branche d'activité et plus ou moins de la même taille. Les réponses pour le deuxième trimestre de 2024 ont été recueillies auprès de 208 entreprises au mois de juillet 2024.

Plusieurs graphiques de ce rapport utilisent le concept de solde d'opinion, une méthodologie utilisée pour une analyse des données d'enquête d'opinion. C'est la différence entre la proportion d'entreprises qui répond « *a augmenté* » et celle qui réplique « *a diminué* ». Si le solde d'opinion est positif, cela signifie qu'une plus grande part d'entreprises considère que l'activité a augmenté, contre une baisse pour un solde négatif et une stabilité pour un solde proche de zéro.